

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER**

L'an deux mille dix-sept, le neuf février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE, Député-Maire, en suite de la convocation faite le 2 février 2017.

Présents :

- M. CORNUT-GENTILLE, Député-Maire
- M. BOSSOIS, Mme CLAUSSE, Mme KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- Mme GARCIA, M. SCHILLER, M. GARNIER J., Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, Mme ANGOT, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, Mme AYADI, M. AMELON, Conseillers Municipaux

Excusés :

Mme DECHANT, Mme AUBRY, Mme DORKEL, M. CHARPENTIER, M. BONNEMAIS, M. GARNIER P., M. LEBRUN, M. BOUZON, Mme SAMOUR

Ont donné procuration :

Mme DECHANT à Mme KREBS
Mme AUBRY à M. KAHLAL
Mme DORKEL à M. GARNIER J.
M. BONNEMAIS à M. CORDEBARD
M. BOUZON à M. AMELON

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 17-02-2017

MOYENS DE PAIEMENT AUTORISES PAR LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Mme Pascale KREBS

Conformément aux dispositions de l'instruction du 22 juillet 2013 de la Direction Générale des Finances Publiques prises pour application du décret n° 2012-1786 du 7 novembre 2012, les organismes publics peuvent être amenés à percevoir le montant des sommes qui leur sont dues au moyen d'instruments de paiement. Ce sont des formules à valeur prédéterminée, émises par une entreprise ou un organisme dûment habilités.

Les collectivités sont très largement incitées à accepter ces modes de règlement qui présentent un intérêt certain pour les usagers et permettent de favoriser l'accès à certains services publics, à la culture, aux loisirs... tout en limitant le risque d'impayés.

La loi encadre les services autorisés à percevoir ces instruments de paiement et les conditions de leur mise en œuvre. Ainsi, après l'agrément ou l'affiliation de la collectivité auprès de l'organisme émetteur, il est nécessaire d'adhérer, par le biais d'une convention, à un système de remboursement de ces instruments de paiement.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le chèque emploi service universel (CESU) en règlement de tout service d'aide à la personne, notamment les activités périscolaires ;
- d'autoriser le chèque vacance en règlement de tout service culturel, de vacances ou de loisirs, notamment les accueils de loisirs, les classes découvertes, le Pass été jeunes ;
- d'autoriser l'extension à d'autres prestations ou services en fonction de l'évolution réglementaire ;
- d'autoriser Monsieur le Député-Maire, ou en son absence Madame Pascale KREBS, à signer tout document d'agrément ou d'affiliation correspondant et toute convention relative à la mise en œuvre de ces instruments de paiement.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Député-Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON